

illicite des drogues, conformément à l'article 35 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972 portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961²³, et à l'article 21 de la Convention sur les substances psychotropes de 1971²⁴;

4. *Prie également* le Secrétaire général de présenter un rapport à la Commission des stupéfiants, lors de sa trente-troisième session, sur les mesures prises pour donner effet à la présente résolution.

13^e séance plénière
25 mai 1988

1988/12. Réduction de l'offre illicite de drogues

Le Conseil économique et social,

Conscient que la formation aux techniques de détection et de répression des infractions en matière de drogues est essentielle dans la lutte contre le trafic illicite des drogues et pour la promotion de la coopération et de la coordination internationales,

Soulignant qu'il faut internationaliser et moderniser la formation aux techniques de détection et de répression des infractions en matière de drogues,

Réaffirmant les résolutions 5 (XXXII) et 6 (XXXII) de la Commission des stupéfiants, en date du 10 février 1987²⁷.

1. *Réaffirme* les recommandations de la première Réunion des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de drogues, pour la région de l'Afrique²⁸;

2. *Prie* la Division des stupéfiants du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, en coopération avec l'Organisation internationale de police criminelle et le Conseil de coopération douanière, d'autres organisations intéressées et les Etats Membres, d'élaborer, à titre prioritaire, une stratégie internationale à long terme de formation aux techniques de détection et de répression des infractions en matière de drogues, en vue, notamment, d'améliorer les techniques, outils et matériaux de formation;

3. *Prie également* la Division des stupéfiants du Secrétariat d'établir un plan annuel et un calendrier régulier des programmes et activités de formation aux techniques de détection et de répression des infractions en matière de drogues, d'en assurer la coordination avec les organisations intergouvernementales et organismes nationaux intéressés dans les différentes régions et d'encourager les gouvernements, en particulier ceux des pays de transit et des pays en développement, à tirer tout le parti possible de ces programmes et activités;

4. *Prie instamment* les Etats Membres d'accroître leurs versements au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues afin de renforcer les programmes et activités de formation aux techniques de détection et de répression des infractions en matière de drogues.

13^e séance plénière
25 mai 1988

1988/13. Renforcement de la coopération et de la coordination dans le contrôle international des drogues

Le Conseil économique et social,

Considérant que l'exécution des dispositions de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972, portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961²³, et de la Convention sur les substances psychotropes de 1971²⁴ constitue la base du contrôle national et international des drogues,

Conscient que l'adhésion du plus grand nombre possible d'Etats aux instruments internationaux existants en matière de contrôle international des drogues est indispensable à la mise en place d'une coopération et d'une coordination régionales et internationales en vue de réduire la demande illicite de drogues, de réprimer le trafic illicite, d'améliorer la formation, les pratiques administratives et la collecte de données et de lancer des activités conjointes,

1. *Demande instamment* à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer aux instruments internationaux existants en matière de contrôle international des drogues;

2. *Demande également instamment* aux parties à ces instruments d'en appliquer les dispositions;

3. *Invite* les gouvernements à mettre en place des mécanismes nationaux appropriés qui permettent une coordination adéquate des activités et une coopération efficace entre les services qui s'occupent de la prévention et du traitement de l'abus des drogues, ainsi que de la réadaptation, du contrôle de l'offre de drogues illicites et de la suppression du trafic illicite;

4. *Recommande* que, au niveau régional, les gouvernements qui ne l'ont pas déjà fait s'efforcent de mettre en place une structure organisationnelle en vue d'encourager, suivant les besoins, l'organisation d'activités communes, de séminaires et d'ateliers de formation sur le contrôle des drogues qui se tiendront à intervalles réguliers dans les domaines suivants :

a) Recherche et études en vue d'évaluer la nature et l'ampleur de l'abus des drogues;

b) Formation à la détection et à la répression des infractions en matière de drogues et amélioration des pratiques administratives pertinentes;

c) Mise en place de programmes de prévention de l'abus des drogues aux niveaux national et régional, compte dûment tenu des conditions socioculturelles et socio-économiques;

d) Echange de données d'expérience et consultations sur des politiques, des mesures ou des expériences novatrices visant à réduire l'offre et la demande de drogues;

e) Utilisation de toute connaissance spécialisée et autres ressources dans la région et demande d'avis d'experts d'autres régions, si besoin est;

5. *Recommande* que les sujets ci-après soient examinés plus en détail par les gouvernements et les organisations internationales, selon le cas, en vue de leur application dans la pratique :

a) Etudes des tendances de la consommation illicite, afin de mieux faire prendre conscience du pro-

²⁷ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1987, Supplément n° 4 (E/1987/17), chap. VIII, sect. A.

²⁸ Voir E/CN.7/1988/3.

blème, d'augmenter les échanges d'informations et de donner des directives en ce qui concerne l'adoption de contre-mesures efficaces;

b) Elaboration de programmes de vulgarisation, avec troupes, publications et matériel audiovisuel pour favoriser la réduction de la demande de drogues illicites dans certains groupes cibles et faire prendre conscience à l'opinion publique en général du danger de l'abus des drogues;

c) Programmes de prévention, de détection et de répression et pratiques administratives prévues par les instruments internationaux relatifs au contrôle des drogues, y compris la production et la diffusion de manuels et autre matériel pédagogique, le cas échéant, et évaluation de ces programmes;

d) Détection et identification des stupéfiants et des substances psychotropes, ainsi que de leur origine, de même que des précurseurs et des produits chimiques essentiels susceptibles d'être détournés à des fins d'utilisation illicite et fourniture de matériel à cet effet;

e) Création de groupes spéciaux chargés de coordonner, au niveau multinational et dans la police, des stratégies visant à repérer et à mettre hors d'état de nuire les trafiquants de drogues organisés;

f) Mise au point de méthodes de collecte et d'analyse des données relatives au trafic illicite;

g) Mise en place de mécanismes permettant des échanges rapides et sûrs d'informations entre les services de détection et de répression des infractions en matière de drogues aux niveaux local et national, et entre pays limitrophes, et au besoin fourniture de matériel de communication approprié;

h) Amélioration de la coordination entre tous les services intéressés, en ce qui concerne la portée, la teneur et le calendrier des séminaires et autres programmes de formation afin d'en augmenter l'efficacité;

6. *Prie* les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, notamment la Division des stupéfiants du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et le Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, ainsi que l'Organisation internationale de police criminelle et le Conseil de coopération douanière, d'appuyer les efforts et les initiatives des gouvernements, comme recommandé dans la présente résolution, chaque fois que cela sera possible;

7. *Prie* le Secrétaire général de transmettre le texte de la présente résolution à tous les gouvernements, institutions spécialisées et autres organisations intergouvernementales intéressées, pour examen et application, le cas échéant.

*13^e séance plénière
25 mai 1988*

1988/14. Elargissement de la composition de la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1776 (LIV) du 18 mai 1973, par laquelle il a autorisé la création de la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient,

Prenant acte du rapport de la Sous-Commission sur sa vingt-troisième session²⁹, et notamment du paragraphe 8 de ce rapport,

Prenant note du souhait exprimé au cours de la dixième session extraordinaire de la Commission des stupéfiants par trois Etats de la région géographique de la Sous-Commission de participer activement aux délibérations de cette dernière,

Se félicitant de toutes les formes de coopération internationale au niveau régional tendant à renforcer la coordination du combat contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes,

1. *Décide* que la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient continuera de se réunir chaque année dans une capitale de la région chaque fois que possible et à l'Office des Nations Unies à Vienne avant les sessions ordinaires ou extraordinaires de la Commission des stupéfiants;

2. *Accueille favorablement et autorise* l'augmentation du nombre des membres de la Sous-Commission;

3. *Approuve* la désignation de l'Egypte, de l'Inde et de la Jordanie comme membres de la Sous-Commission;

4. *Prie* le Secrétaire général, s'il le juge utile, d'inviter des Etats n'appartenant pas à la région qui demandent le statut d'observateur et qui s'occupent activement de la lutte contre le trafic illicite des drogues dans la région, à partir de la région ou transitant par celle-ci, à envoyer des observateurs aux réunions de la Sous-Commission, étant entendu que toutes les dépenses correspondantes seront à la charge des Etats intéressés.

*13^e séance plénière
25 mai 1988*

1988/15. Réunions des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de drogues : Asie et Pacifique, Afrique, Amérique latine et Caraïbes

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1845 (LVI) du 15 mai 1974, dans laquelle il a prié le Secrétaire général de convoquer régulièrement des réunions des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de drogues des pays de la région de l'Asie et du Pacifique, sa résolution 1985/11 du 28 mai 1985, dans laquelle il l'a prié de convoquer à intervalles réguliers des réunions des chefs des services nationaux de lutte contre l'abus des drogues et des services de répression des Etats de la région africaine, et sa résolution 1987/34 du 26 mai 1987, dans laquelle il a invité les gouvernements des pays d'Amérique latine et des Caraïbes à participer à une réunion régionale en vue de constituer des réunions régulières des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de drogues dans cette région,

Rappelant également que l'Assemblée générale, dans sa résolution 37/198 du 18 décembre 1982, a prié le Secrétaire général d'étudier la possibilité de créer des mécanismes permanents de coordination des mesures destinées à faire respecter la loi dans les régions où il n'y en avait pas,

²⁹ E/CN.7/1988/13.